



ORDONNANCE DE POLICE DU BOURGMESTRE
relative aux élections des Chambres législatives fédérales
en date du dimanche 13.06.2010

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales ;

Vu en particulier, d'une part, l'article 119bis de la nouvelle loi communale relatif à l'imposition de sanctions administratives pour réprimer les infractions aux règlements et ordonnances de police portant notamment sur l'interdiction des inscriptions sur la voie publique et, d'autre part, l'article 134 de la nouvelle loi communale permettant au bourgmestre d'intervenir par ordonnance de police en cas de trouble de l'ordre public ;

Vu la loi du 29.07.1934 interdisant les milices privées ;

Vu l'arrêté-loi du 29.12.1945 portant interdiction des inscriptions sur la voie publique, tel que complété par l'arrêté-loi du 06.12.1946 concernant les inscriptions sur la voie publique ;

Vu l'ordonnance du 14.05.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que modifié, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Considérant que des élections des Chambres législatives fédérales se dérouleront en date du dimanche 13.06.2010 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public pendant la période des élections susmentionnées ;

Considérant qu'il y a lieu, également et pour la même période, d'étendre le champ d'application de la loi du 29.07.1934 interdisant les milices privées ;

Considérant qu'il convient, durant cette période, d'étendre le champ d'application de l'arrêté-loi du 29.12.1945 portant interdiction des inscriptions sur la voie publique ;

Vu ce qui précède et afin de garantir la sécurité, la tranquillité et l'ordre public ;

Vu l'urgence ;

DECIDE, dans le cadre de l'organisation des élections des Chambres législatives fédérales qui se dérouleront en date du dimanche 13.06.2010, de prendre l'ordonnance de police suivante :

Article 1

L'affichage électoral sur le domaine public sera organisé uniquement par la commune.

L'affichage électoral sur le domaine public sera strictement limité à dater de ce jour et jusqu'au 13.06.2010 inclus.

A l'exception de l'affichage électoral sur le domaine public organisé exclusivement par la commune, aucun panneau fixe, aucun panneau apposé dans ou sur des véhicules ou des remorques en stationnement de longue durée, à savoir plus de deux heures, aucun autre média fixe de publicité électorale visuelle ne se trouvera sur le domaine public tant en voirie régionale qu'en voirie communale, pendant la même période.

Les affiches, représentations picturales et photographiques, tracts et placards seront déposés chez le Secrétaire communal ou auprès de son délégué à cette fin et seront apposés par les ouvriers communaux sur les panneaux communaux situés aux emplacements ci-après mentionnés et réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales :

- place Dumon, devant l'agence bancaire ING et devant l'ancienne pâtisserie MAHIEU ;
- carrefour Salomé/Du Jardin, devant le Centre sportif ;
- parvis Sainte-Alix, derrière l'église ;
- place de l'Orée, devant la plaine de jeux ;

- place des Maïeurs ;
- devant l'hôtel communal ;
- parvis des Franciscains, côté avenue des Eperviers, à proximité du magasin GB ;
- avenue des Frères Legrain ;
- espace vert au carrefour M. Buts/F. Gay.

Une colonne de largeur constante sera réservée de la gauche vers la droite à chaque parti politique représenté au sein du Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre dans l'ordre croissant des numéros attribués par tirage au sort aux listes présentées par lesdits partis politiques.

Les surfaces restantes seront réservées aux autres listes présentées au prorata du nombre de listes déposées.

Article 2

Il est interdit de distribuer des tracts, des photos ou des supports électoraux à partir du 12.06.2010 à 22 h. 00 jusqu'au 13.06.2010 à 16 h. 00. A l'exception de l'affichage électoral sur le domaine public organisé uniquement par la commune en application des dispositions de l'article 1 ci-avant, aucun panneau fixe ou mobile, aucun panneau apposé dans ou sur des véhicules ou des remorques en stationnement ou en mouvement, aucun autre média fixe ou mobile de publicité électorale visuelle ne se trouvera sur le domaine public tant en voirie régionale qu'en voirie communale, pendant la même période.

Article 3

Est interdite, tant de jour que de nuit, jusqu'au 13.06.2010 inclus, toute propagande électorale sonore et par haut-parleur.

Article 4

Les affiches, les représentations picturales et photographiques, les tracts et les placards destinés à l'affichage, tout matériel destiné à l'affichage et au placement d'inscription, de même que tout matériel de sonorisation, utilisés en contravention avec les dispositions de la présente ordonnance de police, ainsi que tout objet dangereux pour la sécurité publique seront saisis en vue de leur confiscation spéciale, conformément aux articles 42 et 43 du code pénal.

Article 5

Sauf autorisation visée à l'article suivant, il est interdit de provoquer sur l'espace public des attroupements de nature à entraver la circulation des véhicules ou à incommoder les piétons, ainsi que d'y participer.

Article 6

Tout rassemblement, manifestation ou cortège, de quelque nature que ce soit, sur l'espace public ou dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public, est subordonné à l'autorisation du bourgmestre.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit au bourgmestre au moins dix jours ouvrables avant la date prévue et doit comporter les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone de l'organisateur ou des organisateurs ;
- l'objet de l'événement ;
- la date et l'heure prévues pour le rassemblement ;
- l'itinéraire projeté ;
- le lieu et l'heure prévus pour la fin de l'événement et, le cas échéant, la dislocation du cortège ;
- le cas échéant, la tenue d'un meeting à la fin de l'événement ;
- l'évaluation du nombre de participants et les moyens de transport prévus ;
- les mesures d'ordre prévues par les organisateurs.

Le bourgmestre pourra interdire la manifestation à défaut du respect des conditions fixées.

Entre 22 h. 00 et 07 h. 00 et ce jusqu'au 12.06.2010, ainsi que du 12.06.2010 à 22 h. 00 jusqu'au 13.06.2010 à 16 h. 00, il est interdit d'organiser des rassemblements, manifestations ou cortèges, de quelque nature que ce soit.

Article 7

Les infractions aux dispositions de la présente ordonnance de police sont sanctionnées par les peines prévues à l'article 1 de la loi du 06.03.1818, tel que modifié par la loi du 05.06.1934 et la loi du 14.06.1963 concernant les contraventions aux règlements administratifs.

Article 8

La présente ordonnance de police entre en vigueur immédiatement après sa publication par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Article 9

La présente ordonnance de police sera soumise au Conseil communal pour ratification.

Article 10

Des expéditions de la présente délibération seront transmises à M. le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, à M. le Gouverneur f.f. de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, au greffe du Tribunal de Première Instance de Bruxelles, au greffe du Tribunal de Police de Bruxelles et au chef de corps de la Zone de Police 5343 Montgomery.

Woluwe-Saint-Pierre, le 11 mai 2010.

Le Bourgmestre,

Willem DRAPS



**POLITIEVERORDENING VAN DE BURGEMEESTER
betreffende de verkiezingen van de Federale wetgevende Kamers
op datum van zondag 13.06.2010**

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen ;

Gelet in het bijzonder, enerzijds, op artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet tot het opleggen van administratieve sancties voor het beteugelen van inbreuken op de politiereglementen en -verordeningen houdende het verbod tot aanbrengen van opschriften op de openbare weg en, anderzijds, op artikel 134 van de nieuwe gemeentewet om in geval van stoornis van de openbare orde politieverordeningen te laten treffen door de burgemeester ;

Gelet op de wet van 29.07.1934 houdende het verbod op private milities ;

Gelet op de besluitwet van 29.12.1945 houdende verbod tot het aanbrengen van opschriften op de openbare weg, zoals aangevuld bij de besluitwet van 06.12.1946 omtrent de opschriften op de openbare weg ;

Gelet op de ordonnantie van 14.05.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op het besluit van 16.07.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht ;

Overwegende dat de verkiezingen van de Federale wetgevende Kamers zullen doorgaan op datum van 13.06.2010 ;

Overwegende dat het noodzakelijk is maatregelen te nemen om de openbare orde, de rust en de veiligheid gedurende de voornoemde verkiezingsperiode te bewaren ;

Overwegende dat het nodig is om, eveneens en gedurende dezelfde periode, het toepassingsveld van de wet van 29.07.1934 houdende het verbod op private milities, uit te breiden ;

Overwegende dat het aan te bevelen is om, gedurende deze periode, het toepassingsveld van de besluitwet van 29.12.1945 houdende verbod tot het aanbrengen van opschriften op de openbare weg, uit te breiden ;

Gelet op wat voorafgaat en teneinde de openbare orde, de rust en de veiligheid te bewaren ;

Gelet op het spoedeisend karakter ;

BESLUIT, in het kader van de organisatie van de verkiezingen van de Federale wetgevende Kamers die zullen doorgaan op datum van zondag 13.06.2010 , de volgende politieverordening te nemen :

Artikel 1

Het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein zal uitsluitend door de gemeente georganiseerd worden.

Het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein zal strikt beperkt worden vanaf heden tot en met 13.06.2010. Met uitzondering van het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein exclusief door de gemeente georganiseerd, zal geen enkel vast bord, geen enkel bord aangebracht in of op voertuigen of aanhangwagens geparkeerd voor lange duur, namelijk meer dan twee uur, geen enkel ander vast massacommunicatiemiddel van visuele verkiezingspubliciteit zich op het openbaar domein bevinden, zowel op het gewestelijk als op het gemeentelijk wegennet, gedurende dezelfde periode.

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en aanplakbiljetten zullen afgeleverd worden bij de Gemeentesecretaris of bij zijn te dien einde afgevaardigde en zullen door de gemeentewerklieden aangebracht worden op gemeentelijke panelen gelegen op de hieronder vermelde plaatsen die door de gemeentelijke overheden voorbehouden worden voor het aanplakken van verkiezingsaffiches :

- Dumonplein, deels vóór het ING-bankagentschap en deels vóór de vroegere banketbakkerij MAHIEU ;
- kruispunt Salomé/Du Jardin, vóór het Sportcentrum ;
- Sinte-Aleidisvoorplein, achter de kerk ;
- Bosrandplein, vóór het speelplein ;

- Meiersplein ;
- vóór het gemeentehuis ;
- Franciskanenvoorplein, langs de kant van de Sperwerlaan, in de nabijheid van het GB-warenhuis ;
- Gebroeders Legrainlaan ;
- groenstrook aan het kruispunt M. Buts/F. Gay.

Een kolom met constante breedte zal van links naar rechts voorbehouden worden aan elke politieke partij vertegenwoordigd op de Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe in toenemende volgorde van de nummers door loting toegekend aan de lijsten voorgesteld door de betrokken politieke partijen.

De overblijvende oppervlakten zullen voorbehouden worden aan de andere lijsten voorgesteld naar rato van het aantal ingediende lijsten.

Artikel 2

Het is verboden vlugschriften, foto's of verkiezingsmateriaal uit te delen vanaf 12.06.2010 om 22 u. 00 tot 13.06.2010 om 16 u. 00. Met uitzondering van het aanplakken van verkiezingsaffiches op het openbaar domein uitsluitend door de gemeente georganiseerd en in toepassing van de bepalingen van voormeld artikel 1, zal geen enkel bord, vast of beweegbaar, geen enkel bord aangebracht in of op geparkeerde of in beweging zijnde voertuigen of aanhangwagens, geen enkel ander vast of beweegbaar massacommunicatiemiddel van visuele verkiezingspubliciteit zich op het openbaar domein bevinden, zowel op het gewestelijk als op het gemeentelijk wegennet, gedurende dezelfde periode.

Artikel 3

Tot en met 13.06.2010 is elke verkiezingspropaganda, gesproken en door middel van een luidspreker, zowel overdag als 's nachts verboden.

Artikel 4

De affiches, beeld- en fotografische voorstellingen, vlugschriften en plakbriefjes bestemd voor aanplakking, alle materiaal bestemd voor de aanplakking en voor het aanbrengen van opschriften, evenals alle geluidsinstallatiemateriaal, gebruikt in overtreding met de bepalingen van voormelde politieverordening, alsook alle voorwerpen die gevaar opleveren voor de openbare veiligheid, zullen in beslag genomen worden met het oog op de verbeurdverklaring ervan overeenkomstig de artikelen 42 en 43 van het strafwetboek.

Artikel 5

Behoudens toelating in het volgend artikel, is het verboden om in openbare ruimten samenscholingen te organiseren die van aard zijn dat ze het verkeer van de voertuigen belemmeren of de voetgangers hinderen, evenals om hieraan deel te nemen.

Artikel 6

Elke samensholing, betoging of stoet, van welke aard ook, in openbare ruimten of in de galerijen en doorgangen gevestigd op privé-terrein, toegankelijk voor het publiek, is ondergeschikt aan de toelating van de burgemeester.

De toelatingsaanvraag moet minstens tien werkdagen voor de voorziene datum schriftelijk gericht worden aan de burgemeester en moet volgende elementen bevatten :

- de namen, adres en telefoonnummer van de organisator of van de organisatoren ;
- het doel van de gebeurtenis ;
- exacte datum en uur van de samenkomst ;
- de uitgestippelde route ;
- de voorziene plaats en het uur van einde van de gebeurtenis en, in voorkomend geval, de ontbinding van de stoet ;
- in voorkomend geval, het houden van een meeting op het einde van de gebeurtenis ;
- de schatting van het aantal deelnemers en de voorziene transportmiddelen ;
- de ordemaatregelen voorzien door de organisatoren.

De burgemeester kan de betoging verbieden bij niet-eerbiediging van de vastgestelde voorwaarden.

Tussen 22 u. 00 en 07 u. 00 en dit tot 12.06.2010, alsook van 12.06.2010 om 22 u. 00 tot 13.06.2010 om 16 u. 00 is het verboden samenscholingen, betogingen of stoeten, van welke aard ook, te organiseren.

Artikel 7

De overtredingen van de beschikkingen van huidige politieverordening worden beteugeld met de straffen bepaald door artikel 1 van de wet van 06.03.1818 zoals gewijzigd door de wet van 05.06.1934 en de wet van 14.06.1963 betreffende de overtredingen van administratieve reglementen.

Artikel 8

De huidige politieverordening gaat onmiddellijk van kracht na bekendmaking door aanplakking op de gebruikelijke aanplakplaatsen voor de officiële bekendmakingen.

Artikel 9

De huidige politieverordening zal ter bekrachtiging aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.

Artikel 10

Afschriften van huidige beraadslaging zullen overgemaakt worden aan Dhr. Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, aan Dhr. de d.d. Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, aan de griffie van de Rechtbank van Eerste Aanleg van Brussel, aan de griffie van de Politierechtbank van Brussel en aan de korpschef van de Politiezone 5343 Montgomery.

Sint-Pieters-Woluwe, 11 mei 2010

De Burgemeester,

Willem DRAPS